

Depuis plusieurs années, dans les principaux pays développés, on peut obtenir des subventions gouvernementales destinées au financement de produits d'exportation. Jusqu'à tout récemment cependant, les taux d'intérêt sur les montants ainsi obtenus étaient la plupart du temps les mêmes, sinon plus élevés, que les taux de prêt à l'intérieur du pays. On utilisait donc ces subventions presque exclusivement afin d'aider à la vente vers les pays en voie de développement, qui étaient dépourvus de capitaux et de la capacité de se les procurer de sources habituelles à l'échelle désirée.

Avec l'augmentation des taux conventionnels d'intérêt survenue au cours des deux dernières années, la situation a été transformée du tout au tout. Les taux conventionnels se sont accrus considérablement alors que la plupart des gouvernements maintenaient à leurs premiers niveaux les taux sur les montants destinés à l'exportation, créant ainsi un écart assez prononcé. Le problème a surgi lorsque certains gouvernements ont étendu leurs facilités de prêts destinés à l'exportation aux pays développés. Les manufacturiers canadiens se sont plaints de l'impossibilité où ils se trouvent parfois de faire des soumissions sur des projets canadiens contrôlés ou financés de l'extérieur, parce que les ententes financières stipulent qu'on doit se procurer tout l'équipement dans le pays d'où provient le capital.

La Grande-Bretagne a été la principale source de ce genre de financement au Canada. Si on laisse cette pratique se continuer, d'autres pays seront entraînés dans une course aux crédits, et ceci aurait une influence néfaste sérieuse sur les intérêts canadiens.

Le Canada, à lui seul, est le plus grand importateur de matériel industriel au monde. En 1968, nos importations atteignaient les 24 milliards de dollars, environ 45 pour cent de notre consommation domestique. Alors que notre industrie de fabrication de machines a fait montre de puissance concurrentielle sur les marchés étrangers, le marché intérieur est, malgré tout, d'une très grande importance pour son progrès à venir.

Étant un importateur net de capital, le Canada n'est pas dans une situation pour user de représailles en se lançant dans une course concurrentielle aux crédits. D'autre part, nous dépendons énormément des capitaux étrangers pour atteindre le niveau de production requis pour un fonctionnement rentable au point de vue international.

Aussi fait-on remarquer qu'un certain nombre de projets qui bénéficient de ce financement à intérêt modique, notamment dans les régions retardataires du pays, ne seraient pas viables sans une telle aide. Voilà donc la situation difficile que nous devons affronter à l'heure actuelle.

Textiles

...Les textiles sont une des principales exceptions à la tendance générale vers la libéralisation du commerce qui s'est affirmée depuis la guerre sur le plan multinational. Depuis dix ans, un Accord international sur les textiles encadre la négociation des restrictions aux entrées de cotonnades. Si cette formule nous a bien servis jusqu'ici, elle n'est plus apte à résoudre les problèmes actuels au Canada.

La difficulté est surtout attribuable aux importations provenant des pays à faible coût de revient. La plupart des pays développés continuent de